

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/14334]

18 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les critères de priorisation et les modalités de l'appel à projets prévus par l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'article 6, § 2, alinéa 5;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, l'article 2bis, alinéa 5;

Vu l'avis de l'Inspection générale des Finances, donné le 8 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2017;

Vu le protocole de négociation du 25 avril 2017 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-medico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 62.108/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le test genre » du 2 octobre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre ayant en charge les bâtiments scolaires;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. - Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- l'administration : l'administration en charge des infrastructures au Ministère de la Communauté française;
- les instances participant au monitoring : le Service général du Pilotage du Système Educatif de l'Administration générale de l'Enseignement, auquel coopèrent, en tant que membres invités, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), et « perspectives.brussels », en particulier l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) et le Service Ecole, et auquel sont associés, pour consultation, les associations représentatives de parents d'élèves telles que prévues à l'article 69, § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;
- la Commission inter-caractère : la Commission inter-caractère visée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- le décret du 5 février 1990 : le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
- le décret du 29 juillet 1992 : le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- le décret du 13 juillet 1998 : le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Art. 2. L'appel à projets visé à l'article 6, § 2, alinéa 5, du décret du 29 juillet 1992 et à l'article 2bis, alinéa 5, du décret du 13 juillet 1998 est lancé annuellement par l'administration au moyen d'une circulaire, et/ou de tout autre moyen que l'administration estime adéquat afin d'assurer une publicité à toute personne morale susceptible de créer un établissement d'enseignement obligatoire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les réponses à l'appel à projets sont formalisées dans un document dont le Ministre en charge des bâtiments scolaires arrête le modèle.

Art. 3. Sans préjudice de l'application de l'article 2 du décret du 5 février 1990, les critères de priorisation permettant d'évaluer l'efficacité des projets proposés eu égard à leur environnement physique et au degré de tension démographique dans la zone ou partie de zone concernée ou à l'évolution de celui-ci, sont :

1^o la faisabilité technique et budgétaire du projet, compte tenu des éléments suivants :

- a) le délai de mise en œuvre;
- b) le nombre de places annoncées en regard du projet;
- c) le nombre de locaux-classes annoncés en regard du projet;
- d) l'équilibre entre les espaces réservés à l'enseignement et les autres espaces;
- e) l'efficacité énergétique des bâtiments;

2^o le coût par place sur le fonds visé à l'article 13bis, § 1^{er}, du décret du 5 février 1990. Ce critère ne peut servir qu'à départager entre eux des projets relevant de chacune des enveloppes visées respectivement à l'article 13bis, § 2, 1^o, 13bis, § 2, 2^o, et 13bis, § 2, 3^o, du décret du 5 février 1990;

3° la possibilité de mutualisation des espaces intérieurs et/ou extérieurs pouvant être utilisés à des fonctions autres qu'uniquement scolaires;

4° l'accessibilité en particulier par les transports en commun et au moyen d'une mobilité douce;

5° la situation par rapport à l'environnement urbanistique, ainsi que par rapport à l'offre scolaire existante et aux autres projets de création de places;

6° l'analyse quantitative et qualitative du degré de tension démographique dans la zone ou partie de zone concernée. Par « analyse quantitative », il y a lieu d'entendre le fait d'être situé ou non dans une zone ou partie de zone composées de communes n'atteignant pas l'objectif prioritaire de 7% par rapport à la somme des places disponibles dans les écoles de la commune. Par « analyse qualitative », il y a lieu d'entendre le taux de croissance de la population scolaire dans la zone ou partie de zone concernée.

Art. 4. Conformément aux articles 6, § 2, alinéa 9, du décret du 29 juillet 1992, et *2bis*, alinéa 9, du décret du 13 juillet 1998, chaque réponse éligible à l'appel à projets est analysée de manière distincte, d'une part, par l'administration sur la base des critères visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o du présent arrêté, et, d'autre part, par les instances participant au monitoring sur la base des critères visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, du présent arrêté.

Art. 5. Conformément aux articles 6, § 2, alinéas 10 et 11, du décret du 29 juillet 1992, et *2bis*, alinéas 10 et 11, du décret du 13 juillet 1998, la Commission inter-caractère recueille l'analyse de l'administration et des instances participant au monitoring, classe les projets en fonction des critères de priorisation visés à l'article 3, et remet au Gouvernement son avis, accompagné des deux analyses précitées.

Le classement des projets se fait en distinguant, d'une part, les projets relatifs à des zones ou parties de zones composées des communes n'atteignant pas l'objectif prioritaire de 7% par rapport à la somme des places disponibles dans les écoles de la commune et, d'autre part, les projets relatifs à des zones ou parties de zones composées de communes dont le tampon est compris entre 7 et 10% par rapport à la somme des places disponibles dans les écoles de la commune.

Le classement des projets peut comprendre une réserve de projets susceptibles d'être subventionnés si des projets mieux classés étaient abandonnés ultérieurement. Pour chaque projet, la Commission inter-caractère propose au Gouvernement un délai durant lequel les montants disponibles lui sont réservés.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2017.

Bruxelles, le 18 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/14334]

18 OKTOBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de voorrangscriteria en de nadere regels voor de oproep tot projecten bedoeld bij artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en artikel *2bis* van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, artikel 6, § 2, vijfde lid;

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, artikel *2bis*, vijfde lid;

Gelet op het advies van de Algemene inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 maart 2017;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 25 april 2017 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies nr. 62.108/2 van de Raad van State, gegeven op 25 september 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de "gendertest" van 2 oktober 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient verstaan te worden :

- het bestuur : het bestuur belast met de infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

- de instanties die aan de monitoring deelnemen : de Algemene sturingsdienst van het onderwijssysteem van het Algemeen bestuur van het Onderwijs, met de samenwerking, als uitgenodigde leden, het Instituut Wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), en "perspectives.brussels", inzonderheid het Instituut Brusselois de Statistique et d'Analyse (IBSA) en de Service Ecole zoals bedoeld bij artikel 69, § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

- de Karakteroverschrijdende Commissie bedoeld bij artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

- het decreet van 5 februari 1990 : het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

- het decreet van 29 juli 1992 : het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

- het decreet van 13 juli 1998 : het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Art. 2. De oproep tot projecten bedoeld bij artikel 6, § 2, vijfde lid, van het decreet van 29 juli 1992 en bij artikel 2bis, vijfde lid, van het decreet van 13 juli 1998 wordt jaarlijks gedaan door het bestuur via een omzendbrief, en/of elke ander middel dat het bestuur aangepast acht om voor een ruime bekendmaking te zorgen bij iedere rechtspersoon die ertoe in staat zou zijn een inrichting voor leerplichtonderwijs te organiseren, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De antwoorden op de oproep tot projecten worden geformaliseerd in een document waarvan de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen het model bepaalt.

Art. 3. Onverminderd de toepassing van artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990, zijn de voorrangscriteria die ertoe bijdragen de doeltreffendheid van de voorgedragen projecten te evalueren in verband met hun fysieke omgeving en de graad van demografische druk in de zone of deel van de betrokken zone of de evolutie van deze :

1° de technische en budgettaire haalbaarheid van het project, rekening houdend met de volgende elementen :

- a) de termijn voor de tenuitvoerlegging;
- b) het aantal aangekondigde plaatsen tegenover het project;
- c) het aantal lokalen-klassen aangekondigd tegenover het project;
- d) het evenwicht tussen de plaatsen voorbehouden voor het onderwijs en de andere plaatsen;
- e) de energetische doeltreffendheid van de gebouwen;

2° de kosten per plaats op het fonds bedoeld bij artikel 13bis, § 1, van het decreet van 5 februari 1990. Dit criterium kan enkel aangewend worden om projecten onder andere te selecteren die, ieder, onder elk begrotingskrediet ressorteren respectief bedoeld bij artikel 13bis, § 2, 1°, 13bis, § 2, 2°, en 13bis, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990;

3° de mogelijkheid om samen te leven in interne en/of externe ruimten die gebruikt kunnen worden om andere doeleinden dan scholen;

4° de toegankelijkheid inzonderheid door gemeenschappelijk vervoer en middels een zachte mobiliteit;

5° de toestand in verband met de stedelijke omgeving, alsook in verband met het bestaande schoolaanbod en andere projecten van plaatscreatie;

6° de kwantitatieve en kwalitatieve analyse van de graad van de demografische druk in de zone of het gedeelte van de betrokken zone. Onder "kwantitatieve analyse" dient te worden verstaan, het feit dat men al dan niet geplaatst is in een zone of een gedeelte van zone samengesteld uit gemeenten die niet het prioritaire doel van 7% verwezenlijken in verband met de som van de beschikbare plaatsen in de scholen van de gemeente. Onder "kwalitatieve analyse" wordt verstaan, het groeicijfer van de schoolbevolking in de zone of het betrokken gedeelte ervan.

Art. 4. Overeenkomstig de artikelen 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992, en 2bis, negende lid, van het decreet van 13 juli 1998, wordt elk antwoord dat verkozen kan worden, apart onderzocht, enerzijds, door het bestuur op basis van de criteria bedoeld bij artikel 3, eerste lid, 1° tot 3° van dit besluit, en, anderzijds, door de instanties die aan de monitoring deelnemen op basis van de criteria bedoeld bij artikel 3, eerste lid, 4° tot 6°, van dit besluit.

Art. 5. Overeenkomstig de artikelen 6, § 2, lid 10 en 11, van het decreet van 29 juli 1991, en 2bis, lid 1a en 11, van het decreet van 13 juli 1998, zamelt de Karakteroverschrijdende Commissie de analyse van het bestuur en van de instanties die aan de monitoring deelnemen in, rangschikt de projecten in functie van de voorrangscriteria bedoeld bij artikel 3, en geeft haar advies aan de Regering door, samen met de twee voormelde analyses.

De rangschikking van de projecten geschiedt met een scheiding, enerzijds, van de projecten betreffende de zones of gedeelten van zones samengesteld uit gemeenten die het voorrangdoel van 7% niet bereiken tegenover de som van de beschikbare plaatsen in de scholen van de gemeenten en, anderzijds, de projecten betreffende de zones of de gedeelten van zones samengesteld uit 7 tot 10% vergeleken met de som van de beschikbare plaatsen in de scholen van de gemeente.

De rangschikking van de projecten kan een reserve bevatten van projecten die zouden kunnen worden gesubsidieerd indien beter gerangschikte projecten later opgegeven zouden worden. Voor elk project, stelt de Karakteroverschrijdende Commissie aan de Regering een termijn voor gedurende welke de beschikbare bedragen ter beschikking worden voorbehouden.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Brussel, 18 oktober 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS